



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermetures d'usines

Question au Gouvernement n° 154

Texte de la question

FERMETURES D'USINES

Mme la présidente . La parole est à M. Matthias Renault.

M. Matthias Renault . Alors que les retraités notent avec effarement la cacophonie du Gouvernement et de sa majorité, c'est toute la population qui, sur le terrain, constate l'échec économique de sept ans de macronisme.

Ainsi, dans ma circonscription de la Somme, le groupe Watts, spécialisé dans la robinetterie, a annoncé le 1er octobre dernier la fermeture de l'usine de Hautvillers-Ouville : quatre-vingt-dix-huit emplois sont menacés, ainsi que ceux de nombreux sous-traitants locaux. Officiellement, la décision a été prise en réaction à la faiblesse du marché immobilier en France. Officieusement, l'histoire est tout autre. Cette usine est rentable et a fait l'objet d'investissements récents. La motivation d'une telle décision, visiblement planifiée, est donc purement financière, l'objectif étant de délocaliser les emplois en Italie ou, surtout, en Bulgarie, où le Smic est à 477 euros.

De plus, cette fermeture d'usine n'est malheureusement pas un cas isolé. Les annonces s'enchaînent partout en France, à commencer par celles du groupe Michelin. Le ministre Ferracci a d'ailleurs déclaré la semaine dernière : « Des annonces de fermetures de sites, il y en aura probablement dans les semaines et les mois qui viennent » et le bilan social « va se compter en milliers d'emplois ».

Qu'il est loin le temps où Emmanuel Macron vantait la réindustrialisation du pays ! La réalité est bien différente : notre pays poursuit sa désindustrialisation.

Pour relever ce défi, le Rassemblement national fixe trois axes : produire, grâce à un choc de compétitivité qui nécessite, en priorité, que la France reprenne le contrôle sur le prix de son électricité, en se soustrayant aux règles européennes ; protéger, car le protectionnisme n'est pas un gros mot lorsqu'il s'agit de préserver notre tissu industriel et de rivaliser avec des pays, y compris européens, dans lesquels le montant du Smic est de 400 euros par mois ; permettre, enfin, en développant la valeur travail et en redonnant à l'État son rôle de stratège.

Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, quand cesserons-nous d'être naïfs et passifs face à la désindustrialisation de notre pays et quand réalignerons-nous enfin les intérêts économiques avec les ambitions nationales ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Laurent Jacobelli . Laissez M. Wauquiez répondre !

M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie . Je vous remercie de votre question. Nous devons avoir un engagement transpartisan, dans cet hémicycle et au Sénat, sur les questions industrielles. Nous ne restons pas sans réponse face à une situation conjoncturelle et économique particulièrement difficile, aggravée par une concurrence et des pratiques commerciales agressives de la part des pays asiatiques et des États-Unis.

Ainsi le Gouvernement a-t-il instauré un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et soutenu des tarifs douaniers d'ampleur face à la Chine et à certaines pratiques, afin de protéger les industries françaises – vous l'avez mentionné – et d'anticiper la création de nouveaux emplois. À ce propos, vous auriez pu rappeler, vous qui vous réjouissez des bonnes nouvelles pour notre pays, que, dans la Somme, plus de trente projets ont bénéficié en 2024 du soutien du plan France 2030, au titre duquel plus de 1 milliard d'euros d'investissements ont été engagés dans le département, ainsi que des milliards pour toute la région des Hauts-de-France. Ces investissements permettront d'anticiper et de préparer la décarbonation et la compétitivité de demain.

Il n'y a donc aucune naïveté !

M. Philippe Ballard . Quand même !

M. Antoine Armand, ministre . En revanche, il y a une forme d'incohérence de la part de certains groupes, qui veulent taxer les entreprises par milliards ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et DR. – Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme Justine Gruet . Eh oui !

M. Antoine Armand, ministre . Ne vous étonnez pas, ensuite, que la France connaisse des problèmes de compétitivité ! Et, si j'ai bien suivi les débats, il me semble que, sur vos bancs, vous avez également voté des impôts qui affecteront les entreprises. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR. – Vives protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Enfin, vous avez cité une entreprise de votre département qui construit notamment des pompes à chaleur :...

M. Thierry Tesson . Oh là là ! Il est mauvais !

M. Antoine Armand, ministrej'espère que vous y penserez la prochaine fois que vous voudrez réduire les aides à la transition énergétique et écologique ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem. – Protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Matthias Renault](#)

Circonscription : Somme (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 154

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 novembre 2024